

## DECLARATION A LA PRESSE

### **L'ONUSIDA demande instamment aux pays d'adopter une approche axée sur la santé publique et les droits humains à l'égard des personnes qui consomment des drogues**

**NEW YORK/GENÈVE, 19 avril 2016**—L'ONUSIDA se félicite de l'appel de l'Assemblée générale des Nations Unies adressé aux États membres en vue d'envisager des mesures de santé publique efficaces pour améliorer les conditions de vie des personnes qui consomment des drogues et demande aux pays d'appliquer rapidement des programmes qui réduisent les méfaits associés à l'usage des stupéfiants.

Le document final adopté lors de la session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations unies (UNGASS) sur le problème de la drogue dans le monde, tenue à New York, aux États-Unis, invite les pays à envisager des mesures telles que des traitements médicalement assistés, des programmes de distribution de matériel d'injection et des traitements antirétroviraux pour éviter la transmission du VIH, de l'hépatite virale et autres virus à diffusion hématogène.

Le document final souligne également l'importance du respect total des droits humains et des libertés fondamentales des personnes qui consomment des drogues, notamment un procès équitable et des peines proportionnelles à la gravité de l'infraction pour ceux qui sont arrêtés ou condamnés en lien avec le trafic de drogues. Il encourage également les pays à envisager des peines de substitution.

« Le monde a fait un pas vers une démarche plus rationnelle et compatissante envers les personnes qui s'injectent des drogues, » a déclaré Michel Sidibé, le directeur exécutif de l'ONUSIDA. « Les pays peuvent endiguer leurs épidémies de VIH uniquement s'ils appliquent des politiques et des programmes qui ont fait leurs preuves et mettent les personnes au premier plan, y compris celles qui consomment des drogues. »

Lors de la période précédent l'UNGASS, l'ONUSIDA a mis l'accent sur le fait que la couverture des programmes de réduction des risques est insuffisante et que les politiques qui pénalisent et marginalisent les personnes consommant des drogues n'ont pas réduit les infections à VIH, en particulier chez celles qui s'injectent des drogues entre 2010 et 2014. Le monde a perdu une occasion d'atteindre l'objectif de l'Assemblée générale des Nations Unies de 2011 visant à réduire la transmission du VIH de 50 % parmi les personnes qui s'injectent des drogues prévu en 2015.

Le rapport de l'ONUSIDA récemment publié, ***Ne faites pas de tort : la santé, les droits humains et les personnes qui consomment des drogues***, montre que les pays qui ont appliqué des approches axées sur les droits et la santé ont réduit les infections à VIH parmi les personnes qui s'injectent des drogues. Des pays ont arrêté de mettre des personnes en prison pour des méfaits liés à la drogue et leur donnent accès à des programmes de traitement

étendus affichent les meilleurs résultats. Les pays doivent s'engager à traiter les personnes avec respect et soin, au lieu de les punir. L'ONUSIDA recommande la dépénalisation et la suppression de la détention pour les personnes arrêtées pour consommation et possession de drogues à usage personnel.

Le document final de l'UNGASS reconnaît le besoin de développer une coopération plus étroite entre la santé, la justice et les autorités d'application des lois et insiste sur le rôle de la société civile, la communauté scientifique et académique dans la lutte contre le problème de la drogue. Il réaffirme l'engagement de l'Assemblée générale d'en finir avec l'épidémie du SIDA et la tuberculose dans le cadre des Objectifs de développement durable et de réduire les impacts de l'hépatite virale et d'autres maladies infectieuses, notamment parmi les personnes qui consomment des drogues.

**La démarche d'accélération des actions** de l'ONUSIDA présente un ensemble d'objectifs pour 2020 qui comprend la réduction des nouvelles infections à moins de 500 000. Elle invite également les pays à garantir que 90 % des plus de 12 millions de personnes qui s'injectent des drogues dans le monde ont accès à des services combinés de prévention du VIH, y compris des programmes aiguilles et seringues, le traitement de substitution aux opiacés, des préservatifs ainsi que l'accès à des conseils, des soins, un dépistage et des services de traitement pour la tuberculose et des virus à diffusion hématogène tels que le VIH et les hépatites B et C. Atteindre ces objectifs marquera une grande étape pour en finir avec l'épidémie du SIDA en tant que menace contre la santé publique d'ici 2030.

[FIN]

## Contact

UNAIDS Genève | Michael Hollingdale | tel. +41 22 791 5534 | [hollingdalem@unaids.org](mailto:hollingdalem@unaids.org)

## ONUSIDA

Le Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida (ONUSIDA) guide et mobilise la communauté internationale en vue de concrétiser sa vision commune : « Zéro nouvelle infection à VIH. Zéro discrimination. Zéro décès lié au sida. » L'ONUSIDA conjugue les efforts de 11 institutions des Nations Unies – le HCR, l'UNICEF, le PAM, le PNUD, l'UNFPA, l'UNODC, ONU Femmes, l'OIT, l'UNESCO, l'OMS et la Banque mondiale. Il collabore étroitement avec des partenaires mondiaux et nationaux pour mettre un terme à l'épidémie de sida à l'horizon 2030 dans le cadre des Objectifs de développement durable. Pour en savoir plus, consultez le site [unaids.org](http://unaids.org), et suivez nous sur Facebook, Twitter, Instagram et Youtube.